



Après le premier tour des élections présidentielles françaises : Quelques réflexions géopolitiques

Bloc-notes n°18

Laurent Coligny, 11 avril 2022

Les résultats sont tombés : il y a trois grands vainqueurs dans ce premier tour des élections présidentielles françaises, représentant trois visions pour la France, et, chacun, une partie substantielle de la population française. Tous les autres, d'Eric Zemmour à Nathalie Arthaud, n'ont pas réussi à obtenir un résultat à deux chiffres. Si cela peut se comprendre pour des candidats comme N. Arthaud, P. Poutou, J. Lasalle, qui ont souffert d'un certain ostracisme médiatique, c'est particulièrement marquant pour [Y. Jadot](#), A. Hidalgo, V. Péresse, ayant à leur disposition un appareil militant non négligeable, et [E. Zemmour](#), qui a bénéficié des faveurs à peine voilées de certains de ses anciens collègues, de certains médias plus largement. En comparaison, les trois premiers candidats ont tous dépassés les 20%, et ont confirmé une carrure politique nationale qui existait depuis plusieurs années au moins.

Retour sur les trois vainqueurs

La première vision qui a gagné lors de ce premier tour est à associer au président actuel, Emmanuel Macron. Il représente ce que ses partisans appelleront « le camp de la Raison », que la gauche nommera « le camp de l'Ordre » (donc en fait, de la droite), et l'extrême droite, celui du statu quo (donc acceptera les réalités actuelles autour de la mondialisation, de la construction européenne, etc.). Quoi qu'il en soit, malgré une attitude parfois jugée agaçante, malgré un entourage jugé parfois dérangeant, E. Macron représente, pour bien des Français, le refus de l'aventure, du dangereux changement radical qui aurait un impact économique désastreux. Il a obtenu 27,6% des votes exprimés. Son défi va être de ne pas se laisser prendre par les fantasmes de sa masse militante, qui pourrait surestimer son impact, ou celui de certains ministres/lieutenants de LREM. Il serait plus sage d'accepter pleinement le fait que ce résultat est plutôt l'expression de tous les citoyens qui soutiennent une République modérée / du Centre, rassurantes pour une importante partie de la population (classes moyennes-supérieures, cadres, partisans d'une vision méritocratique du monde, retraités, notamment), ainsi que pour les partenaires internationaux et les marchés. Si demain, le candidat Macron se débarrassait de tous ses ministres et secrétaires d'État pour les remplacer par des inconnus, cela n'aurait probablement aucun impact sur sa popularité.



Une bonne représentation de la sociologie des partisans d'E. Macron apparaît clairement quand on regarde la répartition des votes de la communauté française de Hong Kong, composée notamment de personnes venues sur place pour des raisons professionnelles (par exemple dans le secteur bancaire), donc qualifiées, actives, prêtes à se déplacer dans le monde pour des questions de carrière. Sur les 8 363 inscrits, seulement 3825 sont allés voter, preuve que la lassitude face au personnel politique touche tout le monde, y compris celles et ceux qu'on considère acquis au « camp de la Raison » (point qui devrait inquiéter les centristes pour le second tour). Mais parmi ceux qui sont allés voter, le choix est sans appel : 2255 des votes exprimés sont allés au président-candidat. C'est l'expression de celles et ceux qui ne craignent pas la mondialisation.

La seconde vision est celle qui s'est cristallisée autour de la candidate du Rassemblement National Marine Le Pen, confirmant ce que certains appellent la « droite nationale », d'autres l'extrême droite, est la première forme d'opposition au président sortant, par un habile jeu de « dédramatisation » sur la forme, et de réorientation du discours sur le fond (notamment grâce au « recentrage » imposée par les outrances d'une compétition à la droite du RN). Marine Le Pen a obtenu 23,4% des votes exprimés, et sans le sabotage zemmourien, elle aurait atteint les 30%, très probablement. Et lors de ce second tour, elle pourra bénéficier d'un report de voix sans doute plus grand qu'on ne le pense, y compris venant de la gauche et de l'extrême gauche. Elle attirera les suffrages de gens qui rejettent radicalement E. Macron, et qui voient la mondialisation, comme l'UE, comme les boucs émissaires des [problèmes de la France](#). Et qui pensent que le pouvoir politique devrait pouvoir, presque par magie, régler leurs problèmes. Or cette vision de l'homme politique providentiel, deus ex machina réglant tous les problèmes, est une tendance forte dans l'approche française. On aurait donc tort de limiter la candidate du RN à l'électorat traditionnel de son père : elle a su aller au-delà, d'où sa présence au second tour.

La troisième vision victorieuse, après ce premier tour, est celle portée par Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier est aujourd'hui le seul représentant ayant, grâce à la légitimité particulière donnée par l'élection présidentielle, la capacité de reconstruire la gauche. Seul représentant légitime pour l'avenir de la gauche française parce que contrairement aux élections européennes (ou on vote pour de vagues idées) et aux élections locales (pour lesquelles les élites et réseaux sur place ont une grande influence), il s'agit d'élire quelqu'un qui aura vraiment les destinées de la France dans les mains avec les élections présidentielles de la 5^{ème} République. Par ailleurs, la France Insoumise est la seule force, à gauche, à avoir effectué un travail intellectuel et militant avant les présidentielles. Elle a donc respecté ce qu'est la politique au sens noble du mot, à savoir un engagement intellectuel profond pour la cité, sur le temps long, et pas uniquement pour gagner des élections. On peut être en désaccord avec leurs idées, mais affirmer que la reconstruction de la gauche française se fera sans LFI n'a pas vraiment de sens. Si cette force politique ne se saborde pas par des dissensions internes, elle dominera la gauche française dans les années à venir. C'est encore plus clair quand on prend en compte l'incontestable soutien au candidat Mélenchon au sein [d'une partie](#) des [milieux populaires](#). Le candidat LFI a remporté 22% des suffrages exprimés, et peut affirmer que contrairement au PS, contrairement aux écologistes, il a su gagner le



vote populaire, et le vote de la [jeunesse](#). S'il n'y avait pas eu la candidature de témoignage du parti communiste, il aurait pu se retrouver au second tour.

Quelques réflexions géopolitiques après ce premier tour

Les résultats de ce premier tour ont forcément été marqués par la situation ukrainienne.

Le président sortant n'a pu que bénéficier de ce recentrage du discours médiatique, qui auparavant était dominé par une approche décliniste obsédée par l'islam, ciblant les pays du sud et les migrants. La réalité des faits a bousculé les fantasmes de l'extrême droite : le grand remplacement relève du complotiste, l'implacable lutte entre les puissances continue de dominer les relations internationales. Ce rude retour à la réalité continuera à avoir des conséquences après l'élection du nouveau / de la nouvelle Président(e). Dans les prochaines années, et plus encore dans les prochains mois, il va falloir se concentrer d'abord, très concrètement, sur les évolutions à l'Est de l'Europe, sur le rapport à la Russie, sur le développement du projet européen pour le rendre plus solide, plus capable de résister aux crises, plus capable de peser, par lui-même, pour défendre ses valeurs. De fait, ce qui a influencé, à l'international, le premier tour des présidentielles françaises, devrait aider à définir l'agenda diplomatique du prochain président, quoi qu'il arrive.

Sur les trois vainqueurs de ce premier tour, deux ont un discours sur la politique étrangère qui rappelle la nostalgie « gaullienne » de la majorité des Français.

Mais l'importance de l'Ukraine ne devrait pas nous faire oublier une autre réalité. On pourrait croire, quand on suit les médias français, que tous les Français, comme un seul homme, sont prêts à mourir pour l'Ukraine. C'est faux : il y a incontestablement une réaction d'humanité face aux populations civiles, et un malaise, voire une révolte, face aux choix militaires russes. Mais cela n'a profondément handicapé ni Marine Le Pen, dont les liens avec la Russie sont [connus](#), ni Jean-Luc Mélenchon, qui a soutenu le besoin pour la France d'être un pays non-aligné, provoquant pourtant de nombreuses [critiques](#) au centre-gauche.

Preuve tout d'abord que si le sujet ukrainien a compté dans la campagne, il n'a pas fait disparaître tous les autres sujets. Mais surtout, cela nous rappelle que nombreux sont les Français qui ont une nostalgie gaullienne, d'indépendance, de refus de cet alignement sur les Américains qui vient si naturellement aux élites françaises, comme à certains pays d'Europe. Pour certains d'entre eux, surtout à l'Est, on peut les comprendre : sans Europe de la Défense sérieuse, ils recherchent une protection face à une Russie qu'ils considèrent menaçante pour leurs intérêts nationaux. En revanche, pour les élites françaises, il s'agit surtout d'un positionnement idéologique assez paresseux, car datant de la Guerre froide. Certains ont voulu utiliser le conflit en Ukraine pour affirmer l'émergence d'une nouvelle guerre froide entre « démocraties » et « régimes autoritaires », et ils ont eu largement accès aux médias pour mettre en avant de telles idées. Si ces dernières avaient réussi à convaincre, Marine Le Pen aurait vacillé au profit de Valérie Pécresse, Jean-Luc Mélenchon se serait écroulé face aux alternatives Jadot/Hidalgo. Cela n'a pourtant pas été le cas. Le nouveau / la nouvelle



Président(e) serait bien inspiré(e) de ne pas oublier ce fait : la France reste la France, c'est-à-dire habitée par un peuple qui refuse d'être une simple satrapie de grande puissance, quelle qu'elle soit. Son désir d'indépendance peut se marier avec le projet européen, tous les pays européens étant, de toute façon, des petits pays, aujourd'hui, à l'échelle internationale. Mais ne pas être une Hyperpuissance ne veut pas dire se résoudre à être un auxiliaire passif. Le président sortant veut une autonomie stratégique pour l'Europe : pour la prochaine présidence, cela devrait être au cœur de la politique étrangère française des cinq prochaines années. Et cela devra être confirmé au-delà des grands discours et des symboles.

Comment concilier l'importance de l'Ukraine et le désir d'une autonomie « gaullienne » ? Retrouver le sens des priorités diplomatiques

Si l'Ukraine compte et continue à compter, alors, il va falloir adapter la vision diplomatique française en conséquence. Cela signifie que la crise ukrainienne est plus importante que d'autres problèmes internationaux. Le plus grand investissement qui résulte de cette prise de conscience amène à une politique de bon sens ailleurs : si on écoute les idéologues partisans d'une guerre froide entre démocraties et dictatures, nous Français et Européens devrions cibler non seulement la Russie, mais aussi la Chine, la Turquie, l'Iran... L'argument est ridicule : Israël s'oppose à l'Iran mais pas vraiment à la Russie, encore moins la Chine ; l'Inde se refuse à condamner la Russie, parce que sa priorité est la Chine ; quant aux Américains, en fait, ils sont plus préoccupés par la Chine que par la Russie. Démocratie ou non, un État a ses intérêts propres, qui n'ont rien à voir avec des positionnements idéologiques simplistes.

Pourquoi la France, l'Europe devraient-elles fonctionner différemment ? La Grèce et la Turquie se parlent en réaction à la crise en Ukraine : il faut soutenir ce dialogue, et abandonné le fantasme de la Turquie comme un ennemi absolu. Au contraire, des terrains d'entente sont [possibles](#). Et en fait, face à la Russie, comme sur d'autres dossiers en Eurasie ou au Moyen-Orient, des possibilités de coopération euro-turques sont envisageables, et souhaitables.

Cette même approche devrait amener à un changement radical de nos rapports à l'Iran. Les Saoudiens, les Israéliens, sont dans l'opposition systématique à Téhéran, au nom de leurs propres intérêts nationaux. Mais cela ne va ni dans le sens des intérêts de la France, ni dans ceux de l'Europe. Et Jérusalem comme Riyad ont les moyens de se défendre par eux-mêmes : on voit mal pourquoi nous devrions défendre leurs intérêts au détriment des leurs. L'Iran voit Daech comme un ennemi absolu, a des ressources en pétrole et en gaz forcément intéressantes pour l'Europe (et pas que pour l'Europe d'ailleurs), et est important dans bien des dossiers sensibles pour nous Européens (migration ou trafic de drogues venant d'Afghanistan, stabilité de l'Irak et de l'Afghanistan, notamment). Pourquoi accepter passivement le ciblage constant de l'Iran, à tout prix, voulu par d'autres ? L'Iran pourrait être un dossier dans lequel, enfin, Français et Européens affirment une autonomie diplomatique sérieuse.

Enfin, si New Delhi et Washington ont des priorités plus « asiatiques », nous, Européens, devrions avoir une stricte priorité européenne, qui domine tout le reste. Dans ce contexte, la



Chine n'est pas le « danger » présenté de façon quelque peu exagéré par certains analystes français et américains heureux de jouer aux « soviétologues » du 21^{ème} siècle. Elle est une grande puissance qui peut aider, si on sait l'aborder correctement, afin de faire pression sur la Russie, ou de faire passer des messages au Kremlin, dans le but d'apaiser la situation en Europe de l'Est. On comprend les tensions géopolitiques dans la mer de Chine méridionale. Mais en quoi est ce qu'elles représentent une priorité absolue pour une France déjà incapable de peser sur la Russie, d'empêcher la triste situation de l'Ukraine actuellement ?

On ne peut qu'espérer que la prochaine présidence, face à la situation géopolitique actuelle, fasse le choix du bon sens : bon sens qui pousse à l'humilité (la France actuelle n'est pas celle de Louis XIV ou de Napoléon I, cela devrait être évident depuis au moins un siècle maintenant...); mais aussi au désir d'être fidèle à l'Histoire de France, une Histoire caractérisée d'abord par un désir d'indépendance face aux autres puissances. Si le prochain Président s'intéresse d'abord à la trace qu'il pourrait laisser dans l'Histoire, il évitera d'écouter les multiples géopoliticiens de salon qui sont légion à Paris ; ne se laissera pas aller à penser que notre pays est une « puissance asiatique » ou une puissance mondiale ; et travaillera, d'abord, à en faire une puissance européenne, poussant l'UE sur le chemin de l'autonomie.